



Action Recherches pour le Développement  
des Initiatives Locales

# Rapport Annuel

## 2022



## Préambule

L'année **2022**, étant riche en activité tant sur le plan de l'urgence mais aussi au niveau du développement. ARDIL dans sa mission d'accompagnement et de lutte contre la pauvreté et la vulnérabilité des populations les plus défavorisées du Mali et ses partenaires, acteurs humanitaires, ont ensemble mis en œuvre plusieurs projets/ programmes en faveur des communautés dans tous les domaines tels la sécurité alimentaire, la santé, l'eau, hygiène et l'assainissement, les violences basées sur le genre, la protection en général et celle de l'enfance en particulier, la nutrition, l'assistance aux victimes, la microfinance et les activités génératrices de revenus, l'autonomisation de la femme et de la fille, l'éducation tant formelle que non formelle, la cohésion sociale. **ARDIL** a apporté sa modeste contribution pour agrémenter le vivre ensemble.

Après une année budgétaire d'intenses activités, il serait d'une importance capitale de partager avec les partenaires, les autorités et les communautés, l'ensemble des équipes sur terrain, en termes chiffrés, des objectifs et résultats atteints courant cette année mais aussi de ressortir quelques impacts que notre accompagnement a eu sur les conditions de vie des vulnérables.

ARDIL a réussi le pari avec la confiance que lui a accordée ses différents partenaires structurels et conjoncturels.

L'équipe ARDIL voudra remercier ici et maintenant l'ensemble de ses partenaires pour leurs efforts inlassables, pour la confiance à elle accordée. Grâce à eux, ARDIL a intervenu dans la Sécurité Alimentaire, la Santé, la Protection, L'éducation, la COVID-19, Les Violences Basées sur le Genre (VBC), la WASH, la Nutrition, la Cohésion sociale, l'Hydraulique et l'Autonomisation de la Femme et des Jeunes.

ARDIL nourrit l'espoir que les expériences vécues en 2022 seront d'une utilité certaine et d'un atout afin de mieux appréhender les défis des années à venir.

A tous ARDIL dit merci.

L'équipe ARDIL

# Sommaires

Preambules.....	2
Mot de présentation du président .....	4
Introduction.....	6
Activités Transversale.....	7
Réalisation de 04 micro-projets dans le cercle de Tombouctou.....	9
Debbo Alafia2.....	11
Programme de renforcement de la Sécurité Alimentaire et de la Résilience .....	14
Système de Scolarisation Passerelle (SSPA).....	23
Assainissement Total piloté par les communautés (ATPC).....	25
Aménagement de 40 hectares dans la commune de Dofana.....	31
Programme d'Engagement des femmes de fille (Gouvernance de la société civile.....	33
Budget projets réalisés 2022.....	38
Perspectives, Récommandation, Conclusion.....	39
Annexes .....	40

## Mot de Présentation du Président de l'ONG

Créer en le 26 Juin 1992 à Tombouctou, en République du Mali, l'ONG Action Recherches pour le Développement des Initiatives Locales (ARDIL) qui a été initié par des cadres de la région venu de divers horizons étant tous diplômés des écoles supérieures du Mali, et pour la plupart des Professeurs d'enseignement secondaire.

ARDIL, a pour Objectif de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations vulnérable principalement et plus spécifiquement de :

- Assurer l'auto -promotion des organisations communautaires ;
- Développer les capacités Institutionnelles des structures locales ;
- Accompagner l'accès des communautés aux services sociaux de base y compris en droits humaines ;
- Promouvoir la participation active des femmes ;
- Promouvoir les activités socio-économiques ;
- Améliorer durablement les conditions de vie des vulnérables par le développement des activités économiques génératrices de revenus ;
- Protéger et assainir l'environnement ;
- Lutter contre la désertification, l'ensablement, les pollutions et les nuisances ;
- Réaliser des activités d'accompagnement ;
- Diffuser les connaissances locales.

Elle ambition de promouvoir le développement des initiatives locales avec la participation des organismes communautaires de base tout en appuyant les initiatives locales des plus pauvres à travers la recherche et la mise en œuvre d'actions concrètes de développement pour une amélioration de la condition de vie des pauvres. ARDIL s'attaque à la marginalisation des couches pauvres par le travail que l'organisation réalise sur le terrain ensemble avec les vulnérables.

ARDIL, ambitionne également une société transformée où tous les membres ont des chances égales. Cela ne peut se faire sans mettre fin à l'extrême pauvreté, à la méconnaissance et à l'analphabétisme dans lesquels vivent tant de groupes vulnérables.

ARDIL est nourri par des valeurs qui sont de mettre les bénéficiaires au centre des activités et particulièrement de promouvoir l'équité au profit des bénéficiaires femme et jeune.

Ce rapport retrace l'ensemble des activités qui ont été essentiellement mené par l'ONG ARDIL en 2022.

L'an 2022, n'a pas été très facile pour le Mali, du fait des nombreuses crise qu'elle traverse depuis 2012. Les actions de l'ONG ARDIL ont porté sur :

1

Realisation de 04 micro-projets dans le cercle de Tombouctou



PROJET D'APPUI A LA STABILISATION  
ET A LA PAIX (PASP)

**giz**

Financement PASP/GIZ

2

DEBBO ALAFIA2

Royaume  
des Pays-Bas



Financement MINUSMA

3

Programme de renforcement de la Sécurité Alimentaire et de la Résilience



Mais et autres plus

**giz**



Financement ACF - ProSar/GIZ

4

Système de Scolarisation à Passerelle (SSPA) ;



**HELVETAS**  
Swiss Intercooperation

Financement PNEF / HELVETAS

5

Assainissement Total piloté par les communautés (ATPC) ;



Financement UNICEF

6

Aménagement de 40 hectares dans la commune de Dofana ;



**MINUSMA**

Financement MINUSMA

7

Programme d'Engagement des Femmes de Fille (Gouvernance de la Société civil)



**CARE**

Financement CARE Mali

## Introduction

Contexte et justification :

Dans le cadre de sa mission de lutte contre la pauvreté et la vulnérabilité au Mali, l'ONG Action Recherches pour le Développement des Initiatives Locales (ARDIL), avec la collaboration et l'appui de ses différents partenaires, a mis en œuvre des projets/programmes d'assistance à communautés défavorisées.

En effet, l'ONG ARDIL, depuis sa création en juin de l'an 1992, œuvre dans l'humanitaire par l'accompagnement et la lutte contre la pauvreté au Mali et plus particulièrement dans les régions au Nord du Mali. Elle a, depuis, mis en œuvre plusieurs projets/programmes allant de l'agropastorale en termes d'agriculture, d'élevage, de pêche, à la microfinance, à l'épargne avec les groupements MJT (Moussow ka djiguya ton) et le cash, à la santé Materno-infantile, à la nutrition, à la protection dans tous ses aspects, à la scolarisation des enfants, à l'insertion socio-professionnelle, à l'accès à l'eau potable, à l'aménagement de périmètres irrigués et maraichers, à l'autonomisation de la femme et de la fille. La liste des domaines n'est pas exhaustive.

La redevabilité impose à ARDIL, d'informer ses partenaires techniques et financiers de l'impact des projets/programmes sur les conditions de vie des communautés bénéficiaires et aussi les résultats atteints.

Contribution d'ARDIL aux projets/programmes :

ARDIL contribue dans la mise en œuvre de l'ensemble des projets/programmes soit en finançant sur fonds propres, soit en cofinancement, soit à travers des contributions matérielles et/ou techniques par la mise à disposition d'un personnel compétent.

ARDIL a participé à l'ensemble des rencontres de tous les clusters, aux missions conjointes inter-agences organisées par OCHA.

ARDIL a contribué financièrement et par une représentation digne du nom à l'ensemble des événements de la région, du cercle et de la Commune Urbaine de Tombouctou.

ARDIL a apporté son soutien financier et technique dans tous les cas où elle a été sollicitée au niveau de la région de Tombouctou.

ARDIL a soutenu les faitières telles les handicapés et les associations féminines dans la mise en œuvre de leur plan d'action.

L'année 2022 a vu l'ONG ARDIL nouer de nouveaux partenariats très prolifiques.

# Activités Transversales

## Formations

Des formations spécifiques sont faites à l'endroit de tous les acteurs impliqués qu'il s'agisse des agents, des acteurs à la base, des autorités, des services techniques spécialisés de chacun des projets mis en œuvre au cours de la période.

## Genre

ARDIL a une politique genre qui tient compte de la Politique Nationale Genre de la République du Mali portée par le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille.

## Droits Humains /Approches Basées sur le droit (ABD)

ARDIL est respectueuse de la jouissance de tous ses agents de droits mais aussi de toutes les politiques de lutte contre le travail des enfants, contre le harcèlement sexuel sous toutes ses formes tant à l'intérieur de la structure que dans la mise en œuvre ; de la lutte contre la fraude qui est sévèrement sanctionnée avec des cas de remerciement. ARDIL est soucieuse du perfectionnement de ses agents et leurs droits en la matière fait l'objet d'une attention très particulière.

## Politique de lutte contre l'exploitation et les abus sexuels (PEAS)

ARDIL a mis à jour toute sa politique de lutte contre l'exploitation et les abus sexuels. Ces politiques ont été partagées avec l'ensemble du personnel et avec tous les partenaires. Elles sont mises à jour grâce aux renforcements de nos capacités par nos partenaires techniques et financiers.

## Cohésion Sociale / Vivre ensemble

Le «Do no harm » nous assiste dans le maintien des relations d'égal à égal avec l'ensemble des communautés et nous conforte dans la confiance que les communautés bénéficiaires avec et pour lesquelles nous œuvrons vouent à ARDIL. A travers chacun des projets/programmes que nous mettons en œuvre, des efforts sont faits pour coudre, cimenter au maximum le vivre ensemble.

## Difficultés

Les difficultés que nous avons rencontrées s'inscrivent dans l'environnement le plus large possible de notre Pays, le Mali mais aussi notre zone d'intervention située au Nord du Mali et de la spécificité des communautés partenaires.

La disparité dans le traitement des salaires des agents due aux contributions des partenaires.

ARDIL a vu son budget communication augmenté du fait des connexions tous azimuts de longue durée pour suivre tant tôt des formations, ou des réunions ou des orientations en ligne.



# Realisation de 04 micro-projets dans le cercle de Tombouctou



PROJET D'APPUI A LA STABILISATION  
ET A LA PAIX (PASP)





## 1

**Realisation de 04 micro-projets dans le cercle de Tombouctou****● Construction d'un centre multifonctionnel au bénéfice du conseil communal des jeunes de Tombouctou**

La réalisation de ce microprojet permettra de mettre à la disposition de la population de Tombouctou et plus précisément du conseil communal un centre multifonctionnel comprenant plusieurs compartiments, ainsi il comprendra un bâtiment principal de 215m<sup>2</sup> avec une salle de réunion de soixante-dix (70) places, une salle informatique, des bureaux et des latrines intérieures, il sera également réalisé une buvette de 77m<sup>2</sup> composée de deux parties (une boutique et une terrasse) et un espace de jeu de 308m<sup>2</sup> pour un ensemble de quatre (04) hangars tous dotés en équipements et matériels de jeu. L'infrastructure comprendra aussi une loge gardien de 16m<sup>2</sup> et deux blocs de latrines de 11,85m<sup>2</sup>.

Ce centre multifonctionnel servira d'espace de rencontre et d'échange entre les jeunes et entre les jeunes et les autres notamment la communauté et les partenaires et aussi un cadre de brassage et de promotion du vivre ensemble entre les différentes communautés de la commune de Tombouctou.

**● Réalisation et équipement d'une maison des jeunes à Toya au bénéfice du conseil communal des jeunes d'Alafia.**

A travers ce microprojet, il sera mis à la disposition du conseil communal des jeunes de la commune d'Alafia, une maison des jeunes qui servira d'espace de rencontre et d'échange entre les jeunes, et entre les jeunes et les autres notamment la communauté et les partenaires. Elle comprendra un bloc principal composé d'une salle de conférence multifonctionnelle de 100 places, de trois bureaux, et d'un magasin. Il sera aussi construit un podium, une loge gardien et deux blocs de latrines, le tout dans une cour de 40m sur 25m. Pour les besoins d'Energie l'infrastructure sera dotée d'un champ photovoltaïque et pour sa fonctionnalité, elle sera équipée en chaises, tables, vidéo projecteur, Fly Sharp, stabilisateur etc.

**● Réalisation d'une Adduction d'eau sommaire équipée de système de pompage solaire à AGLAL commune de Lafia**

Ce microprojet consiste à la réalisation d'une adduction d'eau sommaire équipée d'un système de pompage solaire. Elle comprend la source d'eau (forage), une pompe immergée et des infrastructures (château d'eau et installation de tuyauterie terminée par des bornes fontaines). Elle permettra d'assurer aux populations, un meilleur approvisionnement en eau potable et réduire sensiblement les tensions et conflits liés à la rareté de l'eau dans la zone. Il contribuera également à la réduction des maladies liées à l'eau d'une part et d'autre part améliorera les conditions socio-économiques des ménages.

## **Réhabilitation de l'école second cycle de Bourem Inaly commune de Bourem Inaly.**

Ce microprojet portera sur la réhabilitation du second cycle de Bourem inaly, ainsi les activités concerneront la réhabilitation de trois salles de classe avec des travaux de renforcement du soubassement, de maçonnerie avec la correction des fissures sur mur de parement et mur acrotère et menuiserie métallique (portes et fenêtres), les travaux d'inspection et correction des fuites sur la toiture, de badigeonnage et de peinture sont aussi pris en compte par la réhabilitation sans oublier les blocs de latrine. il sera aussi construit une aire de pose de 24 m<sup>2</sup> pour les enseignants de même que la loge gardien et la clôture de l'école.

Ce microprojet permettra de mettre à la disposition des enseignants et des apprenants un cadre approprié en vue d'améliorer la qualité de l'éducation dans la commune de Bourem Inaly



# 2

## Debbo Alafia 2



## 2

## DEBBO ALAFIA2

PROJET	ACTIVITES PLANIFIEES	ACTIVITEES REALISEES	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COMMUNES
<b>Actions concertées pour l'amélioration de la santé de la reproduction et de la promotion des droits des femmes et des filles »DEBBO ALAFIA2</b>	La mise en place de vingt-deux (22) viviers de Mamans Sages dans les villages /	La mise en place de vingt-deux (22) viviers de Mamans Sages dans les villages /	859	Alafia, Bourem Inaly, Lafia et Tombouctou
	Organisation de cinquante (50) séances de sensibilisation de masse sur les risques liés aux grossesses précoces et non désirées ; mariage précoce ; mariage forcé ; planification familial/SR ; l'excision ; les textes et instruments juridiques.	Organisation de cinquante (50) séances de sensibilisation de masse sur les risques liés aux grossesses précoces et non désirées ; mariage précoce ; mariage forcé ; planification familial/SR ; l'excision ; les textes et instruments juridiques.	4.850	Alafia, Bourem Inaly, Lafia et Tombouctou
	La réalisation de cent quatre-vingt-cinq (585) visites à domicile (VAD) sur le mariage précoce ; le mariage forcé ; la planification familiale.	La réalisation de cent quatre-vingt-cinq (585) visites à domicile (VAD) sur le mariage précoce ; le mariage forcé ; la planification familiale.	3.519	Alafia, Bourem Inaly, Lafia et Tombouctou
	Réalisation de 04 séances de formations sur les droits sexuels et éducatifs à l'endroit des mamans sages, des leaders communautaires, des jeunes filles et garçons dans les quatre (4) communes.	Réalisation de 04 séances de formations sur les droits sexuels et éducatifs à l'endroit des mamans sages, des leaders communautaires, des jeunes filles et garçons dans les quatre (4) communes.	80	Alafia, Bourem Inaly, Lafia et Tombouctou
	Création d'un cadre adéquat pour faciliter l'accès de 20 filles aux CSCOM par commune.	Création d'un cadre adéquat pour faciliter l'accès de 20 filles aux CSCOM par commune.	80	Alafia, Bourem Inaly, Lafia et Tombouctou

2

DEBBO ALAFIA2

	Mise en place des comités des leaders religieux.	Mise en place des comités des leaders religieux.	712	Alafia, Bourem Inaly, Lafia et Tombouctou
	Formation de quarante-quatre (44) mamans sages sur les violences basées sur le Genre venant des quatre communes d'intervention du programme pour mieux sensibiliser, identifier et référer les cas de VBG.	Formation de quarante-quatre (44) mamans sages sur les violences basées sur le Genre venant des quatre communes d'intervention du programme pour mieux sensibiliser, identifier et référer les cas de VBG.	44	Alafia, Bourem Inaly, Lafia et Tombouctou
	Diffusion des messages radiophoniques sur les VBG ; la Santé de la reproduction, les PTN, la planification familiale.	Diffusion des messages radiophoniques sur les VBG ; la Santé de la reproduction, les PTN, la planification familiale.	157 584	Alafia, Bourem Inaly, Lafia et Tombouctou
	formations et plaidoyers des leaders, des jeunes filles, filles épouses et Jeunes garçons sur la SR/PF	formations et plaidoyers des leaders, des jeunes filles, filles épouses et Jeunes garçons sur la SR/PF	80	Alafia, Bourem Inaly, Lafia et Tombouctou
	Atelier sur les SR/PF	Atelier sur les SR/PF	80	Alafia, Bourem Inaly, Lafia et Tombouctou
	Formation des hommes modèles (instituer les écoles de maris dans les communes)	Formation des hommes modèles (instituer les écoles de maris dans les communes)	44	Alafia, Bourem Inaly, Lafia et Tombouctou
	Formation des filles épouses sur la SR/PF et les DSR	Formation des filles épouses sur la SR/PF et les DSR	80	Alafia, Bourem Inaly, Lafia et Tombouctou
	formations et plaidoyers des leaders, des jeunes filles, filles épouses et Jeunes garçons sur la SR/PF	formations et plaidoyers des leaders, des jeunes filles, filles épouses et Jeunes garçons sur la SR/PF	80	Alafia, Bourem Inaly, Lafia et Tombouctou
	Rencontres d'échanges des belles-mères, époux, grands-parents sur l'importance du choix des filles et des femmes en âge de procréer aux produits contraceptifs de leurs choix	Rencontres d'échanges des belles-mères, époux, grands-parents sur l'importance du choix des filles et des femmes en âge de procréer aux produits contraceptifs de leurs choix	70	Alafia/ Bourem Inaly
	Formation des belles-mères, époux, grands-parents sur l'importance du choix des filles et des femmes en âge de procréer aux produits contraceptifs de leurs choix	Formation des belles-mères, époux, grands-parents sur l'importance du choix des filles et des femmes en âge de procréer aux produits contraceptifs de leurs choix	70	Lafia /Tombouctou



# Programme de renforcement de la Sécurité Alimentaire et de la Résilience



3

**Programme de renforcement de la Sécurité Alimentaire et de la Résilience**

Le Mali est un pays sahélien enclavé, d'une population estimée à 20 557 071 en 2019 . Les femmes représentent 49,6% de la population, et les moins de 15 ans 48,6% . La taille moyenne des ménages est de 5,9 personnes selon l'Enquête Démographique de Santé Mali (EDSM 2019), et le nombre moyen d'enfants par femme est de 6,3.

En 2018, l'incidence de la Pauvreté a été estimée à 43,8%, notamment en milieu rural, et en particulier dans les ménages pauvres . Cette pauvreté se traduit par une situation de manque dans divers domaines (alimentation, éducation, santé et logement).

En effet, les infrastructures de base sont insuffisantes (notamment en milieu rural), les systèmes de production alimentaire ont de faibles rendements ce qui engendre une insécurité alimentaire et nutritionnelle chronique dans le pays. Les changements climatiques (notamment les épisodes répétés de sécheresses et d'inondations dans les régions du Nord et du Sud du pays) accentuent la vulnérabilité des ménages, qui dépendent en grande partie des revenus de l'agriculture et de l'élevage. La production agricole et l'élevage sont donc les principaux secteurs d'emploi et la principale source de revenus/d'alimentation des ménages. 68% de la population active dépend du secteur primaire (agriculture, élevage, pêche et exploitation forestière) .

L'agriculture occupe une grande partie de la vie active de la population malienne, et est essentiellement une agriculture de subsistance. Les principales cultures vivrières sont le mil, le riz, le sorgho, le fonio et le maïs. Cependant, la capacité de production agricole des populations est limitée, et rendue difficile par l'absence de capital, d'accès au crédit et aux financements, le fort endettement, les difficultés à se procurer des semences et intrants de qualité, mais également du fait qu'un faible nombre de producteurs a reçu une formation agricole.

Suite à la crise politico-sécuritaire de 2012, la plus grande partie du Nord du Mali a été occupée par des groupes armés, notamment djihadistes et séparatistes. Malgré l'organisation d'élections présidentielles et législatives en juillet et août 2013 et la réélection de l'actuel président en 2018, le Gouvernement malien et ses alliés n'arrivent pas à sécuriser les vastes régions du Nord. Cette crise engendre une situation sécuritaire très volatile et instable, une hausse de la criminalité, une paupérisation croissante, et d'importants déplacements de populations notamment de ces régions vers les pays voisins et vers le sud du Mali. Ainsi, au 29 Février 2020, la Commission pour les Mouvements de Populations (CMP) a comptabilisé 218 536 Personnes Déplacées Internes (PDI) au Mali dont 54% de femmes .

L'aperçu des besoins humanitaires publié par le Bureau de Coopération de l'Action Humanitaire (OCHA Mali) en janvier 2020 estime qu'environ 4,3 millions de personnes ont besoin d'assistance au Mali (soit 21% de la population totale), dont 692 456 dans la région de Tombouctou et 230 365 dans le cercle de Goundam . Selon le Rapport de situation #1 sur le COVID-19 d'OCHA Mali (Avril 2020), ces besoins pourraient rapidement augmenter du fait de la pandémie de COVID-19 et des mesures prises par le Gouvernement pour limiter les mouvements. Cette pandémie de coronavirus intervient début 2020 dans un contexte marqué par une situation humanitaire critique où les services sociaux sont affaiblis et où près de 25% de la population dépend de l'assistance humanitaire pour subvenir à ses besoins fondamentaux . A la date du 19 avril 2020, le Mali est classifié Niveau 2 selon les Directives provisoires de l'OMS du 22 mars 2020 : pays comptant 1 ou plusieurs cas, importés ou détectés localement (cas sporadiques) . Ce scénario permet de maintenir un certain nombre d'activités, mais nécessite d'en adapter d'autres au contexte du COVID-19, et d'en repousser certaines autres, car la pandémie de COVID-19 va exacerber les besoins fondamentaux des populations les plus vulnérables et réduire encore davantage leurs capacités de résilience.

Le Mali est un pays structurellement vulnérable à l'insécurité alimentaire, à la malnutrition, et au manque d'accès à l'eau. L'enquête SMART 2019 révèle que la prévalence de la Malnutrition Aiguë Globale (MAG) a augmenté entre 2018 et 2019 (passant de 9% à 9,4%), et que la prévalence de la Malnutrition Aiguë Sévère (MAS) n'a pas baissé (2% en 2018 et 2019). On dénote par ailleurs une vulnérabilité dans la tranche d'âge 6-23 mois, qui est particulièrement touchée par la MAG (avec une prévalence élevée de 14,1%, dont 2,6% de MAS) . De surcroît, l'année 2019 et le début de l'année 2020 ont été marquées par une escalade de la violence et des conflits, entraînant une forte augmentation des déplacements internes, la perturbation continue des marchés et une détérioration de l'offre de services sociaux de base.

Ceci a entraîné une détérioration des perspectives de sécurité alimentaire et nutritionnelle par rapport aux projections faites fin 2018. En effet, selon le Cadre Harmonisé de Mars 2020 (CH), la dégradation des moyens d'existence, les déplacements inhabituels de population et les inondations de 2019 rehaussent la vulnérabilité des ménages à l'insécurité alimentaire, et que plus d'un million de personnes devraient connaître l'insécurité alimentaire entre juin et août 2020 (1 340 741 de personnes en besoin d'assistance/ Phase 3 à pire en situation projetée, soit 6,25% de la population) . La situation de crise est surtout liée à l'insécurité, aux conflits intercommunautaires et à l'effet du COVID-19 qui perturberont les activités économiques et les moyens d'existence, et dégraderont/empêcheront les activités agropastorales.

Certains facteurs contributifs viennent limiter cette situation de crise, en particulier la production agropastorale globalement moyenne à bonne dans le pays, bien que des pertes de superficies (liées aux inondations, à la sécheresse et aux déprédateurs) aient été constatées, ainsi que des poches de baisse moyenne à importante de productions agricoles (du fait de l'insuffisance pluviométrique, des conflits intercommunautaires et d'autres formes d'insécurité qui ont limité l'accès aux champs) . Les inondations et la poursuite des déplacements inhabituels de population ont par ailleurs engendré des dégradations plus ou moins importantes des moyens d'existence à travers le pays. Le CH a identifié un certain nombre de facteurs aggravants cette situation, notamment les mesures de restriction liées à la pandémie du COVID-19 qui affecteront les moyens d'existence des ménages à travers la baisse des revenus et la hausse des prix des biens de consommation , ceci est d'autant plus vrai que le secteur informel prédomine quasiment partout, et que les systèmes de protection sociale sont quasiment inexistant pour le secteur informel.



Après la région de Gao, la région de Tombouctou est la région du Mali avec le plus grand pourcentage de ménages ayant subi des chocs au cours de ces derniers mois (60,5%). Les chocs sont ici une combinaison de chocs structurels et conjoncturels : insécurité, vols, hausse des prix des denrées alimentaires, inondations et pertes irrégulière de bétail. Ces chocs sont récurrents pour plus de la moitié des ménages et ceux-ci continuent de subir leurs effets. Le cercle de Goundam est en proie à trois chocs récurrents à savoir les conflits intercommunautaires et armés, le risque des inondations et la sécheresse qui ont un impact négatif sur la disponibilité des aliments au niveau des ménages. En plus, les insuffisances d'hygiène et de salubrité aggravent la vulnérabilité des populations au problème de santé (maladies hydriques, épidémies).

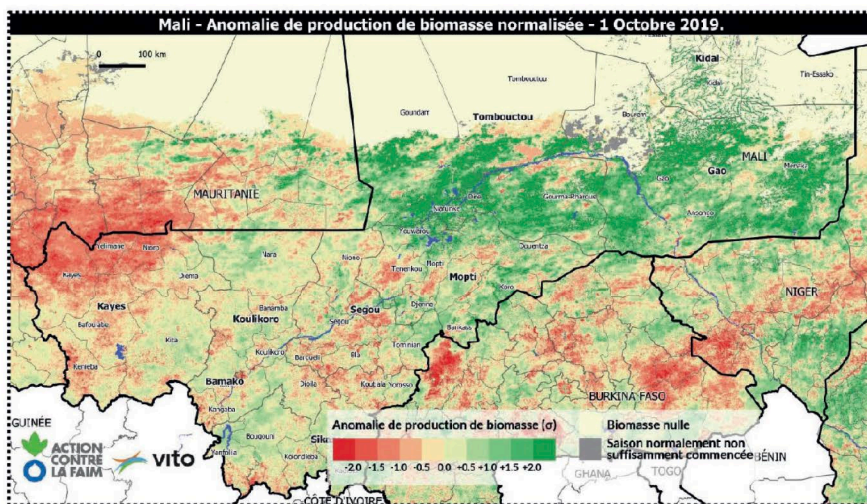
Le cercle de Goundam est caractérisé par un climat de type Sahélien et Saharien (entre 200 et 600 mm de pluie par an). Dans le cercle de Goundam, 8 556 personnes étaient en phase 3 à 5 selon le Cadre Harmonisé Mars 2020. Cette situation devrait doubler en situation projetée (Juin - Août 2020), soit 19 252 personnes en phase 3 à 5 d'insécurité alimentaire. Cette situation a des répercussions sur les personnes vulnérables que sont les femmes en âge de procréer et les enfants de moins de 5 ans. Selon la SMART 2019 la prévalence de la malnutrition aigüe chez les femmes en âge de procréer est de 5,1% dans la région de Tombouctou pour une moyenne nationale de 3,8%, plaçant la région en 4<sup>ème</sup> position au niveau du pays. Malgré cette situation, leur alimentation n'est pas suffisamment diversifiée. La prévalence de la malnutrition aigüe globale chez les enfants de 6 à 59 mois dans la région est de 13,1% et celle de la malnutrition aigüe sévère est de 2,5%, dépassant ainsi le seuil d'urgence de 2% de l'OMS. Ainsi, la région de Tombouctou est considérée par le Humanitarian Needs Overview (HNO) 2020 comme l'un des cercles les plus vulnérables aux chocs.

L'alimentation des femmes en âge de procréer (à base de lait, de viande et de poisson) n'est pas suffisamment diversifiée dans le cercle de Goundam. Les mauvaises pratiques d'alimentation s'expliquent en partie par le fait que le niveau de sécurité alimentaire des ménages demeure toujours largement inadéquat. En plus, la couverture de la Communication pour le Changement Social et de Comportement reste toujours faible. Seulement 11,4% des femmes âgées de 15 à 49 ans ont bénéficié d'une séance de sensibilisation et d'éducation nutritionnelle. Avec ce faible taux de couverture de sensibilisation, le cercle de Goundam ne dispose que de 13 GSAN et la plupart des relais communautaires ne sont pas actifs. Selon le guide, ces groupes évoluent en binôme et chaque binôme est responsable de suivre 30 ménages. A la fin du projet précédent, le score moyen de diversité alimentaire des femmes en âge de procréer bénéficiant des interventions du projet s'est amélioré à 4 points à la fin du projet. Il a été constaté que le score moyen de diversité alimentaire est plus élevé chez les femmes vivant dans les ménages bénéficiaires de la production agricole (4,66 points) et celles qui sont dans les ménages bénéficiaires de la reconstitution du cheptel. Cette bonne pratique mérite d'être renforcée et mise en échelle afin de faire profiter plus de femmes. Ainsi l'amélioration de la diversification alimentaire des femmes en âge de procréer sera bénéfique à l'ensemble du ménage.

L'agriculture constitue la source principale de revenu de près de 80% des ménages et l'agriculture et l'élevage font vivre plus de 60% des ménages du cercle de Tombouctou, mais les moyens d'existence de ces derniers sont fragilisés par la volatilité de la situation sécuritaire et la forte vulnérabilité aux chocs climatiques (sécheresses et inondations), qui tendent à s'accroître au cours des années et contribuent à la constante diminution de la superficie des terres arables dans la région. Les abords du fleuve regorgent de grandes potentialités de production, mais la production agricole reste déficitaire dans la Région, ne couvrant que six à neuf mois des besoins en année normale, selon FEWSNET (Profil des zones de moyens d'existence d'Août 2015).

Dans certaines communes la présence du fleuve Niger permet la prédominance de l'activité agro-pastorale (Périmètres Irrigués Villageois). Malgré le potentiel agricole et la disponibilité de l'eau dans certaines zones, les capacités de production agricole (maraichage, pêche, élevage) des communautés restent faibles à cause du manque d'intrants et de matériels. Cette faible production est aussi périssable par manque de connaissances sur les pratiques de conservation et de transformation des produits. Cela est d'autant plus accentué par le manque de personnels et de moyens logistiques des services techniques, qui présentent des difficultés à accompagner les communautés, ainsi que le déficit dans la gouvernance communautaire des infrastructures hydriques et agricoles. Les politiques visant à assurer la disponibilité financière auprès des services techniques, sont insuffisamment opérationnelles. Par ailleurs, les ménages ont des difficultés à bien gérer leurs unités de production.

La période de soudure engendre chaque année une forte hausse de l'insécurité alimentaire et renforce la vulnérabilité des ménages, alors que c'est à la même période que les pasteurs et les troupeaux arrivent, ce qui augmente la pression sur les ressources. En 2019, les dégâts causés par les déprédateurs et les inondations ont engendré des pertes importantes de superficies tout au long de la bande fluviale, ce qui a entraîné une hausse des prix et une pression supplémentaire pour les ménages déjà vulnérables. Bien que les marchés restent approvisionnés en produits alimentaires, les populations manquent de revenus suffisants pour pouvoir acheter la nourriture et couvrir leurs besoins alimentaires.



Certaines communes du cercle de Goundam se situent dans une zone de transition de climat saharien à sahélien où des activités pastorales nomades sont possibles mais tributaires de l'irrégularité de la saison des pluies. Tous les ouvrages de la zone nécessitent un entretien constant et important en raison de l'ensablement. Depuis 2012, l'entretien de certains périmètres irrigués a été délaissé, du fait du conflit (déplacements de populations destructions d'ouvrages, manque de moyens financiers et humains, etc.) puis de l'instabilité sécuritaire. Selon le Rapport de production de biomasse de 2019 d'Action Contre la Faim, la situation de la production de biomasse est plutôt positive au Mali, sauf pour les régions de Tombouctou. Dans la région de Tombouctou/cercle de Goundam, l'indice de vulnérabilité de la biomasse est globalement de -0,2, soit très vulnérable, bien qu'il y ait certaines poches plus productives, notamment dans le cercle de Goundam.

La zone connaît d'importants mouvements de populations liés au climat et aux conflits. La transhumance saisonnière est marquée par une forte vulnérabilité aux chocs climatiques (sécheresses et inondations), qui tendent à s'accroître au cours des années de crises pastorales. L'étude réalisée par Action Contre la Faim lors de la Phase 1 du Projet constate que les séjours dans les zones humides sont de plus en plus longs, avec un retard des sorties de ces zones pendant l'hivernage et un retour plus tôt que d'habitude. De plus, les déplacements en dehors de ces zones se font sur des distances beaucoup plus courtes (du fait de la réduction du niveau des pluies et de l'insécurité). Ceci engendre un bouleversement des activités économiques du ménage, la rupture du tissu social du ménage, ainsi que la décapitalisation associée et la perte de biens.

L'ensemble de ces facteurs accroît la compétition sur les ressources et renforce les tensions : tensions agriculteurs-éleveurs du fait de la divagation des animaux sur les parcelles ou l'empiètement des cultures sur les couloirs de transhumance : tensions pêcheurs-éleveurs suite à l'incursion de troupeaux dans les eaux et la destruction de filets, et tensions éleveurs-éleveurs à travers la compétition pour les ressources (eau, pâturage). Ceci crée également des tensions croissantes autour des points d'eau potable. Aussi, le renforcement des capacités des comités de gestion des ressources naturelles est un enjeu primordial, ainsi que l'amélioration de la disponibilité des ressources pastorales pour limiter les pressions. Les déplacements et les besoins pastoraux accentuent aussi la pression autour des ressources en eau.

En parallèle, les pratiques environnementales néfastes liées à l'activité humaine (déforestation, coupes abusives, feux de brousse, etc.) ont des conséquences graves pour le couvert végétal et contribuent à la destruction de la biodiversité. Dans le cercle de Goundam, les feux de brousse ont provoqué la perte de 30000 hectares de pâturage engendrant des difficultés d'alimentation du bétail estimé en 2020 à 166 399 bovins, 490 881 ovins, 1 136 144 caprins, 26 283 camelins, 47 070 asins et 5 055 équins.

Le HNO 2020 indique que l'impact défavorable du changement climatique (fréquence et intensité des sécheresses et inondations) a réduit la disponibilité de la ressource en eau, engendré de nouveaux besoins humanitaires (notamment au Nord et au Centre) et accentué la compétition entre les utilisateurs des points d'eau.

L'accès à l'eau potable est l'un des axes stratégiques du Cadre Stratégique pour la Relance Économique et le Développement Durable (CREDD), qui vise l'atteinte d'une couverture de 100% à l'horizon 2030 dans le cadre de l'ODD6. En 2019, ce taux est estimé à 68,8% au niveau national (65,9% en milieu rural), selon le Ministère de l'Energie et de l'Eau, et de seulement 30% dans la région de Tombouctou, (selon le Profil Humanitaire de la région de Tombouctou de Février 2020) . Selon le HNO 2020, 1,4 millions de personnes sont dans le besoin en Eau potable, Hygiène et Assainissement (EHA) en 2020 .

Pour les ménages pastoraux, les stratégies de survie pour parer au manque de revenus et l'endettement sont principalement la vente de bétail, qui est leur seule richesse. Cette vente de bétail, en urgence, se fait à bas prix, et est couplée à d'importantes pertes de bétail dans la soudure pastorale, ne permettant pas de couvrir les besoins de base des ménages.

Face à ces multiples défis dans la région Action Contre la Faim intervient dans la région à travers plusieurs projets afin d'apporter des réponses aux besoins des ménages très vulnérables. Pour le cas spécifique de Goundam les projets mis en place dans ce cercle sont financés par GIZ. Les deux premiers ont permis de soulager la vie des ménages affectés par la crise et de renforcer leur capacité à travers plusieurs actions telles que : l'ensemencement des pâturages, la production du fourrage bourgou, et Gliricidia, la mise à disposition du cheptel etc.

Malgré les résultats atteints dans ces domaines, de multiples demandes émanant des communautés sont reçues par ACF. Ces besoins en points d'eau, santé animale, réhabilitation des actifs, production agricole, assistances en urgence sont étayés par les différents documents de références dont fait cas l'analyse du contexte. Entre autres les besoins portent sur :

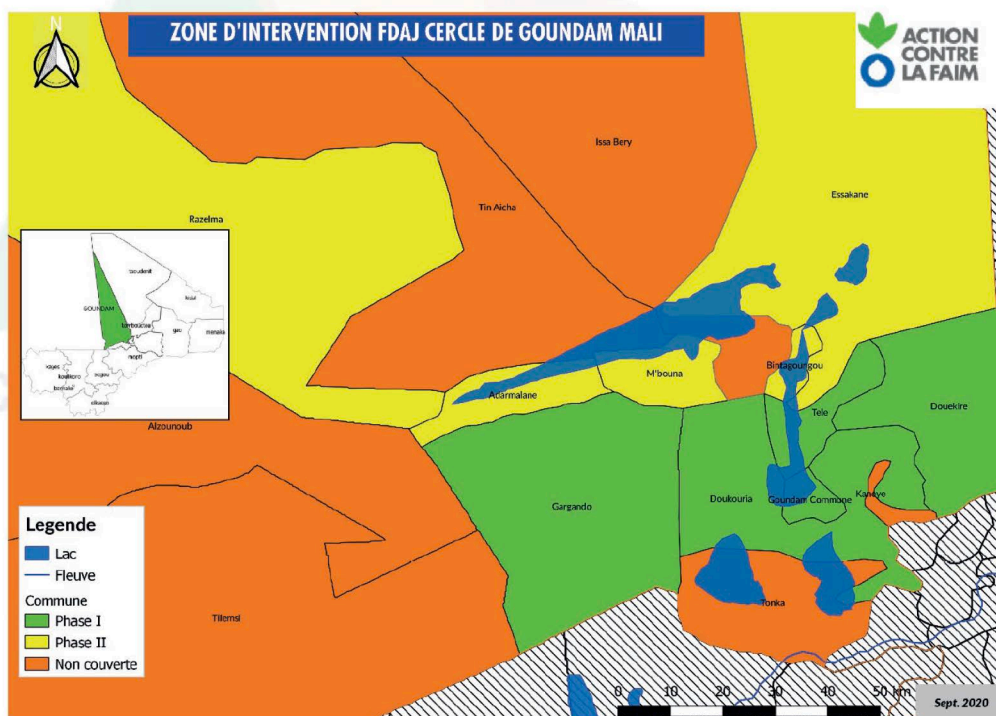
- La nécessité de renforcement des capacités de production maraîchère à travers des infrastructures modernes et des points d'eau permanents ;
- Un accès limité aux intrants/semences, au matériel/équipement de production agricole et pastorale ;
- Faible taux d'encadrement des services techniques (faute de moyens humains et logistiques) ;
- La faible capacité à mener des Activités Génératrices de revenus (AGR) ;
- Des pratiques de conservation et de transformation peu développées et un manque d'accès aux chaînes de commercialisation ;
- Des besoins de base non couverts en cas de crise aiguë ponctuelle ;
- Des habitudes d'hygiène et d'assainissement qui les rendent fortement vulnérables aux maladies hydriques et aux épidémies ;
- Des habitudes alimentaires caractérisées par une faible diversité alimentaire ;
- Des pratiques parfois peu respectueuses de l'environnement/des ressources naturelles ( utilisation de pesticides chimiques, pratique des feux de brousse et des coupes/déforestation massive, mauvaise gestion de l'eau, etc.) ;
- Des capacités de gestion des ouvrages agricoles et hydrauliques faibles ;
- La sécurité alimentaire et nutritionnelle insuffisamment priorisée dans les budgets municipaux/ PDSEC, régionaux et les politiques nationales insuffisamment opérationnalisées (ex. PoISAN).

## Zone d'intervention / Ciblage Géographique des Bénéficiaires

Le cercle de Goundam couvre 92 688 km<sup>2</sup> (soit 18,61% de la superficie de la région de Tombouctou). Avec le financement de GIZ deux projets ont été réalisés dans le cercle. Les deux phases ont couvert 10 communes:

- Douékire, Goundam, Télé, Gargando, Doukouria (communes couvertes par la phase 1 du projet GIZ) et Razelma, Mbouna, Bintagougou, Adarmalane, et Essakane (couvertes par la phase 2 du projet en plus de 5 premières de la phase1).

Pour la troisième phase qui fait l'objet de la présente proposition, ces mêmes communes seront couvertes afin de renforcer les acquis des phases précédentes.



La sélection des sites les plus vulnérables se fera d'une manière participative, sur la base de critères de vulnérabilité, tels que le profil de pauvreté des ménages, le niveau de difficulté d'accès à l'eau et aux pâturages pour le bétail, le degré d'exposition à l'insécurité et le niveau d'accès physique aux ressources, le niveau de pression sur les ressources, le pourcentage de perte de bétail pendant les dernières crises pastorales et la dernière campagne pastorale, le degré de concurrence entre les pasteurs et agro-pasteurs pour l'accès aux ressources, et la présence des populations déplacées/retournées. La modalité de ce processus participatif sera adaptée aux recommandations de l'état, l'OMS et d'Action Contre le Faim pour la protection des bénéficiaires et des staffs contre le COVID-19.

## Nombre et type de bénéficiaires :

Bénéficiaires indirects : nombre de ménage : l'ensemble de la population du cercle de Goundam est estimé à 213 911 personnes dont 106 438 hommes et 107 474 femmes (mise à jour Pop 2020).  
Bénéficiaires directs : 3950 ménages pastoraux et agropastoraux vulnérables (soit 23 700 personnes), avec un focus sur les femmes à travers les groupements maraichers, les Groupements AGR, les Associations villageoises d'Épargne et de Crédit, les Groupements de soutien aux activités de nutrition, les bénéficiaires de noyaux de chèvre. En plus il y a les bénéficiaires des points d'eau, d'appui aux ressources halieutique, de parc de vaccination, les auxiliaires vétérinaires.....

Les ménages ciblés seront sélectionnés de manière inclusive en utilisant des méthodes et des outils participatifs sur les sites sélectionnés, sur la base de critères de vulnérabilité et de pauvreté suivants : ménages pastoraux ou agropastoraux touchés par les crises politico-armées et climatiques successives, ayant des ressources sociales et économiques limitées, ne disposant pas (ou ayant un accès limité) aux ressources pastorales, ayant perdu leurs troupeaux et s'étant convertis en employés ou en bergers, ou les ménages de bergers; les pasteurs dans le cadre de déplacements forcés, ceux-ci incluant les ménages hôtes, déplacés et/ou retournés.

Les femmes et les jeunes représenteront des groupes cibles spécifiques, car, selon les normes sociales, les femmes sont en charge de leur santé et de celles des enfants, en plus d'apporter le complément de nourriture. Les femmes et les jeunes, en général, ne sont propriétaires ni de terres, ni de troupeaux, et ne sont pas impliqués dans la gestion des biens du ménage (productions familiales, droit à l'exploitation, moyens financiers, etc.), le chef de ménage étant l'acteur principal de la gestion du bien familial. Cela contribue à augmenter la vulnérabilité de cette cible. Il est donc important de cibler directement les femmes, afin que l'intervention puisse avoir un impact global sur les membres vulnérables ainsi que sur la sécurité nutritionnelle du ménage.

## Principaux résultats attendus à la fin du projet

### L'Objectif Global

Contribuer au renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables du delta intérieur du Niger

**L'objectif spécifique** de l'intervention est d'Améliorer les moyens d'existence des ménages pastoraux de Goundam pour une alimentation suffisante et diversifiée

**Résultat 1 :** Le système d'élevage pastoral sensible à la nutrition dans le cercle de Goundam est plus productif et plus résilient aux chocs

**Résultat 2 :** Les capacités d'assurer une alimentation saine, diversifiée et hygiénique aux femmes en âge de procréer ont été améliorées

**Résultat 3 :** La gouvernance locale et les capacités des acteurs locaux sont renforcées pour une bonne gestion des systèmes pastoraux sensibles à la nutrition



# **Systeme de Scolarisation à Passerelle (SSPA) ;**



4

**Système de Scolarisation à Passerelle (SSPA) ;**

L'ONG Action Recherches pour le Développement des Initiatives Locales (ARDIL), en collaboration avec le Programme d'appui à l'Education Non Formelle (PENF) et le Centre International d'Expertises et de Formation (CIEF), mettra en œuvre le projet de Stratégie de Scolarisation Accélérée Passerelle (SSA/P), financé par la Direction du Développement et de la Coopération (DDC) au niveau du CAP de Niafunké commune de Soboundou pour 10 centres.

Le présent plan d'action s'inscrit dans la campagne septembre 2021-Aout 2022 pour les 10 centres des communes rurales de Soboundou.

Au niveau du cercle de Niafunké, le contexte de l'éducation se caractérise par un taux brut de scolarisation (TBS) de 49,22% dont 52,32 % garçons et 46,13 % filles. Le taux d'abandon s'élève à 12 % avant la 6ème année (source : rapport de fin d'année CAP de Niafunké 2020-2021). Ce taux de scolarisation s'explique par la faible scolarisation des filles, la déscolarisation précoce avec un taux de 57,27% dont 52,25% pour les garçons et 62,30% pour les filles en raison essentiellement du poids des traditions. A cela s'ajoute l'influence des champs que les enfants depuis le bas âge fréquentent, soit sous l'influence de leurs parents qui les poussent à aller chercher quelques sous, par mirage ou simplement à la recherche d'une situation meilleure.

Le manque d'enseignants qualifiés où seulement 90 enseignants sur 252 est de formation d'enseignant (1er et second cycle), les 162 autres étant des vacataires et/ou communautaires est aussi un facteur qui joue sur la qualité de l'enseignement.

-Tableau de Statistique Scolaire dans la zone du projet :

En se référant au rapport d'ouverture du CAP, nous constatons que le taux de scolarisation global du cercle est très faible par rapport au taux national, surtout celui des filles. La disparité entre le taux de scolarisation des garçons et celui des filles est 30,28% pour les garçons et 24,27% pour les filles.

Dans la commune du projet, le taux de scolarisation est le suivant :

Ecoles	Graçons	Filles	Total
Bocar Daga	55,69%	53,71%	54,66%
Ousmane Macinanké	70,76%	78,57%	74,81%
Moriba Coulibaly	65,53%	58,57%	61,92%
Dédéou Traoré	53,53%	50%	51,70%





**Assainissement Total piloté par  
les communautés (ATP) ;**



5

**Assainissement Total piloté par les communautés (ATPC);**

Programme « Promotion du WASH à l'école dans 15 écoles, de l'ATPC dans 50 villages dont 30 à Tombouctou, Gourma-Rharous, Niafouké et 20 à Goundam, Diré, WASH dans 05 centres de santé et de l'intermédiation sociale autour de 20 points d'eau dans 20 villages dans la région Tombouctou ».

N°	Cercles	Communes	Villages	Populations	Latrines existantes	Engagements	Latrines achevées	Latrines en cours de construction	
1	Niafouké	Soboundou	Tende	1353	15	27	37	15	
2			Tomba	405	110	14	6	6	
3			Arabébé	2302	230	9	19	12	
4			Nounou	1389	78	50	32	28	
5			N'goro	1844	60	12	9	4	
6			Goubo	663	75	6	5	1	
7			Sibo	2128	105	60	25	15	
8			Babadengo	622	20	30	18	8	
9			N'Gourouné	795	60	30	16	18	
10			Hammakoira	965	86	15	1	3	
11			Aldianabangou	930	67	40	7	7	
12			Koiratao	875	75	35	7	15	
13		Soumpi	Soumpi	1816	136	35	83	11	
14			Kassoum	2018	38	21	8	10	
15	Goundam	Douékiré	Adina koira	569	5	5	61	21	
16			Saoubomo	527	27	50	37	18	
17			Djindi-Hondou	537	6	4	50	1	
18			Fouya	658	30	3	21	7	
19		Doukouria	Wana	376	31	3	20	18	
20			Koromia	266	1	9	8	2	
21			Gouya Sud	331	3	9	6	9	
22				Kel Adrar	222	14	8	25	2
23				Dibla	678	23	89	17	1
24	Kaneye		Korey	216	0	12	30	2	
25			Kel haoussa 4	335	0	9	30	4	
26	Bélékaka		335	4	6	29	0		
27	Tonka		Taborack	455	0	11	70	0	
28			Tamachkoit	224	8	40	8	48	
29			Bototo	639	8	9	17	3	
30			Kelfodi	112	0	8	2	17	
31			Dongoysam	772	55	11	8	3	
32			Bancani camp	789	20	22	87	0	
33			Kossia	181	20	4	57	6	
34	Diré		Arham	Diawatou	547	40	2	0	1
35		Morikoira		1137	72	3	1	2	

36	Tombouctou	Alafia	Doya Dag Ibni	137	0	12	3	9
37			Baidou	250	7	20	8	12
38			Tedeni	200	1	10	0	10
39			Taforat	150	4	11	0	0
40			Infazwane	140	6	11	17	0
41			Tessinsack	1809	6	60	21	47
42			Issafaye	3000	60	106	60	30
43			Adiachou	250	1	9	3	4
44			Tesheck	150	0	5	13	3
45			Toumbouz	530	21	10	0	0
46			Baifendou	395	26	15	10	6
47	Rharous	Hamzakoma	Minkiri	614	80	8	3	2
48			Alassane koira	222	8	12	7	5
49	Rharous	Rharous	Dangouma	460	24	13	5	8
50			Bambara	2330	134	35	49	28
<b>TOTAL</b>					<b>1900</b>	<b>1038</b>	<b>1056</b>	<b>484</b>

**Tableau de nombre de personnes touchées lors des sensibilisations sur les bonnes pratiques d'hygiène dans les villages et écoles :**

Villages	Nombre de personnes touchées				TOTAL
	Hommes	Femme	Garçons	Filles	
Taborack	76	108	57	62	303
Tamachkoit	98	125	92	115	430
Bototo	90	153	98	127	468
Kelfodi	35	56	35	48	174
Dongoysam	95	129	53	85	362
Bancani camp	78	85	56	64	283
Kossia	92	140	58	71	361
Tende	82	98	41	53	274
Tomba	73	162	52	65	352
Arabébé	59	98	23	46	226
Nounou	68	72	52	67	259
N'goro	54	78	25	53	210
Goubo	89	158	56	69	372
Sibo	95	150	56	72	373
Babadengo	64	86	28	65	243
N'Gourouné	56	86	32	58	232
Hammakoira	89	102	38	65	294
Aldianabangou	92	96	53	69	310
Koiratao	86	105	28	34	253
Soumpi	76	109	56	87	328
Kassoum	95	129	53	85	362
Adina koira	78	85	56	64	283
Saoubomo	92	140	58	71	361
Djindi-Hondou	82	98	41	53	274
Fouya	73	162	52	65	352
Wana	59	98	23	46	226
Koromia	68	72	52	67	259
Gouya Sud	54	78	25	53	210
Kel Adrar	56	84	56	69	265
Dibla	95	150	56	72	373
Korey	64	86	28	65	243

Kel haoussa 4	56	86	32	58	232
Bélékaka	89	102	38	65	294
Diawatou	92	96	53	69	310
Morikoira	86	105	28	34	253
Doya Dag Ibni	76	109	56	87	328
Baidou	92	140	58	71	361
Tedeni	82	98	41	53	274
Taforat	73	162	52	65	352
Infazwane	59	98	23	46	226
Tessinsack	68	72	52	67	259
Issafaye	54	78	25	53	210
Adiachou	92	158	56	69	375
Tesheck	95	150	56	72	373
Toumbouz	64	86	28	65	243
Baifendou	56	86	32	58	232
Minkiri	89	102	38	65	294
Alassane koira	92	96	53	69	310
Dangouma	86	105	28	34	253
Cherifan Ergo	76	109	56	87	328
Bambara	95	129	53	85	362
<b>TOTAL</b>	<b>3 935</b>	<b>5 545</b>	<b>2 347</b>	<b>3 357</b>	<b>15 184</b>

## WASH

### Formation de l'équipe sur l'intermédiation Sociale

Nombre de personnes touchées		Total
Hommes	Femme	
17	3	20

communes	villages	Nombre de personnes touchées				
		Hommes	Femme	Garçons	Filles	Total
Soboundou	<u>Tendé</u>	64	86	28	65	243
	<u>Arabébé</u>	56	86	32	58	232
	<u>Aldianabangou</u>	89	102	38	65	294
	<u>N'gourné</u>	92	96	53	69	310
	<u>N'goro</u>	86	105	28	34	253
Soumpi	<u>Nounou</u>	76	109	56	87	328
	<u>Soumpi</u>	95	129	53	85	362
Hamzakoma	<u>Kassoum</u>	78	85	56	64	283
	<u>Alassane Koira</u>	92	140	58	71	361
Rharous	<u>Minkiri</u>	82	98	41	53	274
	<u>Dangouma</u>	73	162	52	65	352
Bambara Maoudé	<u>Cheriffene</u>	59	98	23	46	226
	<u>Bambara Maoudé</u>	68	72	52	67	259
Sérééré	<u>Modiakove</u>	54	78	25	53	210
Alafia	<u>Doya Dag Ibni</u>	56	84	56	69	265
	<u>Baidou</u>	95	150	56	72	373
	<u>Tafora</u>	64	86	28	65	243
	<u>Techeq</u>	56	86	32	58	232
	<u>Adiachou</u>	89	102	38	65	294
	<u>Baifendou</u>	92	96	53	69	310
<b>Total</b>		<b>1 516</b>	<b>2 050</b>	<b>858</b>	<b>1 280</b>	<b>5 704</b>

## ECOLE

EHA dans 15 Ecoles		
Formation des acteurs (ONG, Services techniques, MJT, CGS, Enseignants)		
Nombre de Participants		
Hommes	Femmes	Total
152	110	262

## Mise en place des Clubs d'hygiène

N°	Communes	Ecoles	Garçons	Filles	Total
1	Alafia	Adiachou	5	4	9
2		Teshek	5	5	10
3		Issafaye	4	8	12
4		Baidou	6	4	10
5	Soboundou	N'gourouné	6	5	11
6		Aldjanabangou	6	4	10
7		Arabébé	5	4	9
8		Tendé	6	4	10
9		Nounou	6	5	10
10		Soumpi	6	5	11
11		N'goro	6	4	10
12		Kassoum	6	5	11
13	Hamzakoma	Minkiri	6	5	11
14		Alassane Koira	5	6	11
15	Seréré	Madiakoye	9	2	11
<b>Totaux</b>			<b>87</b>	<b>70</b>	<b>157</b>

### CSCCom

**Formation et sensibilisation à l'endroit des 5 ASACOs, des responsables communaux et des leaders communautaires sur la redevabilité et le contrôle citoyen**

Nombre de participants		
Hommes	Femmes	Total
29	2	31

Formation des acteurs en hygiène hospitalière ( ONG, CSCCom, ASACO)

Nombre de participants		
Hommes	Femmes	Total
63	35	98

**Ateliers d'Appui-conseil au profit de 5 ASACOs dans la planification budgétaire annuelle des structures**

Nombre de participants		
Hommes	Femmes	Total
20	35	55

**Séances de causeries de groupes et dialogues communautaires sur les pratiques d'hygiène en milieu de soins dans les 5 CSCCom.**

Nombre de participants		
Filles	Garçons	Total
135	84	315

A la clôture du projet 43 sur 50 villages et fractions ont été certifiés soit 86 % de réussite. Il a été remis à chacun de ces sites un PV signé du Directeur Régional de la DRACPN et des médecins chefs des CS Réf concernés en plus des panneaux de signalisation.





**Aménagement de 40 hectares dans  
la commune de Dofana ;**



**MINUSMA**

6

**Aménagement et équipement d'un Périmètre Irrigué Villageois de 40 hectares à Tarbanassa commune de Soumpi ;**

Le projet sera développé sur un fond basé sur la communication et la sensibilisation tous azimut en vue d'acquiescer l'engagement de tous les acteurs locaux sur le terrain (autorités administratives et politiques ; mairie ; groupes armées, etc.). Notre leitmotiv DO NO HARM (Ne pas nuire) est de mise dans tous nos projets/programmes.

**Le Renforcement des capacités, l'accompagnement communautaire :**

Le Consortium d'ONGs fera de sorte que les actions soient bien visibles par une large diffusion de l'action à travers les médias. Tout en précisant que le partenaire financier qui est la MINUSMA. La conception de supports visuels soutiendra la diffusion.

Un vaste volet de renforcement des capacités des structures de gestion communautaire du projet sera développé, afin de garantir la pérennité du projet.

Pour assurer la pérennité et le fonctionnement rationnel du projet, un comité de gestion sera mis en place parmi les bénéficiaires directs. L'accompagnement du Consortium consiste à rendre cette gestion plus transparente et opérationnelle. Les exploitants recevront des séances de sensibilisation sur la paix, la cohésion sociale et le vivre ensemble en vue de réduire la violence communautaire.

Les communautés sont également informées et sensibilisées sur le COVID-19, les travailleurs seront protégés à travers la disponibilité de kit de lavage de mains et des masques.

Les animateurs du Consortium veilleront à la mise place et au fonctionnement du comité de gestion et des commissions (le paiement des redevances; l'approvisionnement en intrants ; l'entretien et le suivi des infrastructures et des motopompes et accessoires, etc.).





# **Programme d'Engagement des Femmes de Fille (Gouvernance de la Société civile)**



7

**Programme d'Engagement des Femmes de Fille (Gouvernance de la Société civile)**

Le Projet Empowerment des Femmes-Filles et Gouvernance de la Société Civile (PEF-GS) dénommé « Maaya Danbé » en langue locale, qui fait suite au Programme Empowerment des Femmes et des Filles (PEF) est financé par le Gouvernement Norvégien à travers CARE Norvège pour une durée de cinq (05) ans 2020-2025 et vise à autonomiser les femmes et les filles confrontées à la pauvreté, l'inégalité, la violence et l'exclusion sociale pour revendiquer et réaliser leurs droits humains. Le projet « Maaya Danbé » comprend quatre domaines thématiques transversaux : (i) le renforcement de la société civile, (ii) l'autonomisation économique des femmes et l'entrepreneuriat, (iii) la participation des femmes aux processus décisionnels et (iv) l'engagement des hommes dans la transformation des normes de genre.

Le but global du programme est « D'ici 2025, que les conditions socio-économiques et politique, 344 400 femmes et filles vulnérables âgées de 15 à 60 ans des régions de Bougouni, Mopti, Ségou, et Tombouctou et soit amélioré et leur influence dans les processus de prise de décision à différents niveaux soit accru.

Le projet est mis en œuvre par CARE International au Mali et ses partenaires :

- Conseil et Appui pour l'Education à la base (CAEB) dans la région de Bougouni ;
- Association du Sahel d'Aide à la Femme et à l'Enfance (ASSAFE) et l'Association Malienne pour la Promotion du Sahel (AMAPROS) dans la région de Ségou ;
- Yam- Giribolo-Tumo (YA-G-TU) dans la région de Mopti ;
- Action Recherche pour le Développement des Initiatives Locales (ARDIL) et la Cellule d'Appui aux Initiatives de Développement (CAID Mali) dans la région de Tombouctou.

Durant la période de janvier à Décembre, le projet à mener les activités dans 475 villages dont 204 nouveaux villages et 271 anciens villages de 13 communes dont 0 nouvelles communes et 13 anciennes communes dans 4 cercles/régions de Tombouctou

Le tableau suivant donne les détails sur les villages, communes, les cercles couverts dans les régions Tombouctou

**Tableau n° 001:** Situation des groupements créés durant la période

N°	Cercles	Communes	Villages	Nombre de groupement	Nature « MJT, CJT,PJT »	Nombre de membres				
						Femmes	Filles	Hommes	Garçons	Total
1	Dire	Arham	Arham	3	MJT	63	0	0	0	63
2	Dire	Arham	Diavatou Keina	2	MJT	42	0	0	0	42
3	Dire	Arham	Houmaigassou	1	MJT	21	0	0	0	21
4	Dire	Arham	Morikoira	2	MJT	42	0	0	0	42
5	Dire	Arham	Morikoira	1	CJT	0	0	17	4	21
6	Dire	Garbakoira	Bani	6	MJT	108	18	0	0	126
7	Dire	Garbakoira	Bani	1	CJT	0	0	16	5	21
8	Dire	Garbakoira	Garthire	5	MJT	87	18	0	0	105
9	Dire	Haibongo	Algassouba	3	MJT	63	0	0	0	63
10	Dire	Haibongo	Haibongo	1	MJT	21	0	0	0	21
<11	Dire	Haibongo	Kongou Diara	4	MJT	84	0	0	0	84
12	Dire	Kirchamba	Doulakoira	3	MJT	63	0	0	0	63
13	Dire	Kirchamba	Ganiyadjindé	2	MJT	42	0	0	0	42
14	Dire	Kirchamba	Koundar	2	MJT	42	0	0	0	42
15	Dire	Dangha	Sakoira	4	MJT	67	17	0	0	84
16	Dire	Dangha	Samdiar	4	MJT	64	20	0	0	84
17	Dire	Dangha	Taoussa	5	MJT	84	21	0	0	105
18	Dire	Dangha	Taoussa	1	CJT	0	0	12	9	21
19	Dire	Tienkour	Ihimid I	1	MJT	21	0	0	0	21
20	Dire	Tienkour	Ihimid I	1	CJT	0	0	21	0	21
21	Dire	Tienkour	Issafaye	3	MJT	63	0	0	0	63
22	Dire	Tienkour	Kel Essouk	2	MJT	42	0	0	0	42
23	Dire	Tienkour	Dougouradji	1	MJT	21	0	0	0	21
24	Dire	Tienkour	Dougouradji	1	CJT	0	0	21	0	21
25	Dire	Tienkour	Kel Tinakawat	3	MJT	63	0	0	0	63
26	Dire	Tienkour	Sinem	2	MJT	42	0	0	0	42
27	Dire	Tienkour	Tarfa	2	MJT	42	0	0	0	42
28	Dire	Tindirma	Soudoubé	1	CJT	0	0	21	0	21
29	Dire	Tindirma	Tindirma	1	CJT	0	0	21	0	21
30	Goundam	Kaneyé	Koreye	3	MJT	47	16	0	0	63
31	Goundam	Kaneyé	N'djorichane	7	MJT	97	50	0	0	147
32	Goundam	Kaneyé	Bella kaka	3	MJT	41	22	0	0	63
33	Goundam	Kaneyé	Ebandaga	2	MJT	35	7	0	0	42
34	Goundam	Kaneyé	Ibrika I	1	CJT	0	0	17	4	21
35	Goundam	Kaneyé	Tissinsick	2	MJT	29	13	0	0	42
36	Goundam	Télé	Bougoumaira	1	CJT	0	0	16	5	21
37	Goundam	Télé	Fatakara	5	MJT	83	22	0	0	105
38	Goundam	Télé	Hangabera	4	MJT	65	19	0	0	84

39	Niafunké	Banikane	Banikane	8	MJT	168	0	0	0	168
40	Niafunké	Banikane	Gounanboucou	3	MJT	63	0	0	0	63
41	Niafunké	Banikane	Guindigatanari	7	MJT	147	0	0	0	147
42	Niafunké	Banikane	Koiratao	5	MJT	105	0	0	0	105
43	Dire	Arham	Arham	2	MJT	42	0	0	0	42
44	Dire	Arham	Arham	1	CJT	0	0	21	0	21
45	Dire	Garbakoira	Bani	4	MJT	84	0	0	0	84
46	Dire	Haibongo	Bawa	2	MJT	42	0	0	0	42
47	Dire	Arham	Diawatou Keina	1	MJT	21	0	0	0	21
48	Dire	Kirchamba	Doullakoira	1	MJT	21	0	0	0	21
49	Dire	Kirchamba	Gabomo	3	MJT	63	0	0	0	63
50	Dire	Kirchamba	Gabomo	1	CJT	0	0	21	0	21
51	Dire	Garbakoira	Garbakoira	2	MJT	42	0	0	0	42
52	Dire	Garbakoira	Garbakoira	1	CJT	0	0	21	0	21
53	Dire	Garbakoira	Garthiré	3	MJT	63	0	0	0	63
54	Dire	Haibongo	Goui	1	MJT	21	0	0	0	21
55	Dire	Tindirma	Guedjou-Haoussa	1	CJT	0	0	21	0	21
56	Dire	Haibongo	Haina	1	MJT	21	0	0	0	21
57	Dire	Arham	Houmaidou-Gassou	2	MJT	42	0	0	0	42
58	Dire	Tienkour	Ihimid II	1	MJT	21	0	0	0	21
59	Dire	Tienkour	Issafaye	1	MJT	21	0	0	0	21
60	Dire	Tienkour	Issafaye	1	CJT	0	0	21	0	21
61	Dire	Haibongo	Kabaika	2	MJT	42	0	0	0	42
62	Dire	Kirchamba	Kirchamba	1	MJT	21	0	0	0	21
63	Dire	Dangha	Koura	3	MJT	63	0	0	0	63
64	Dire	Arham	Morikoira	4	MJT	84	0	0	0	84
65	Dire	Haibongo	Ciba Banandi	1	MJT	21	0	0	0	21
66	Dire	Tienkour	Tarfa	1	MJT	21	0	0	0	21
67	Dire	Tienkour	Yoné	1	MJT	21	0	0	0	21
68	Goundam	Télé	Bougoumaira	3	MJT	59	4	0	0	63
69	Goundam	Télé	Dendedjère	1	CJT	0	0	17	4	21
70	Goundam	Télé	Fatakara	1	MJT	16	5	0	0	21
71	Goundam	Télé	Hangabéra	1	MJT	12	9	0	0	21
72	Goundam	Kaneyé	Kel Haoussa4	3	MJT	51	12	0	0	63
73	Goundam	Kaneyé	Koreye	3	MJT	53	10	0	0	63
74	Goundam	Kaneyé	Machikoye	1	MJT	21	0	0	0	21
75	Niafunké	Banikane	Badjéno	1	MJT	21	0	0	0	21
76	Niafunké	Banikane	Banikane	2	MJT	42	0	0	0	42

77	Niafunké	Banikane	Guedjou-Gourma	1	MJT	21	0	0	0	21
78	Niafunké	Banikane	Katchi	3	MJT	63	0	0	0	63
79	Niafunké	Banikane	Korongoiberi	2	MJT	42	0	0	0	42
80	Niafunké	Banikane	Madina	2	MJT	42	0	0	0	42
81	Diré	Arham	Morikoira	4	MJT	84	0	0	0	84
82	Diré	Bourem S.A	Farabangou	10	MJT	210	0	0	0	210
83	Diré	Bourem S.A	Kobé	1	MJT	21	0	0	0	21
84	Diré	Dangha	Dangha	5	MJT	105	0	0	0	105
85	Diré	Dangha	Koura	5	MJT	105	0	0	0	105
86	Diré	Garbakoira	Bani	5	MJT	105	0	0	0	105
87	Diré	Garbakoira	Faridjeno	2	MJT	42	0	0	0	42
88	Diré	Garbakoira	Kortessao	2	MJT	42	0	0	0	42
89	Diré	Garbakoira	Tafakoira	5	MJT	105	0	0	0	105
90	Diré	Gari	Douta	6	MJT	126	0	0	0	126
91	Diré	Haibongo	Algassouba	2	MJT	42	0	0	0	42
92	Diré	Haibongo	Baneyé	2	MJT	42	0	0	0	42
93	Diré	Haibongo	Fongo Baber	2	MJT	42	0	0	0	42
94	Diré	Haibongo	Fongo Manako	2	MJT	42	0	0	0	42
95	Diré	Haibongo	Haina	2	MJT	42	0	0	0	42
96	Diré	Haibongo	Kabaïca	4	MJT	84	0	0	0	84
97	Diré	Kirchamba	Doulakoira	5	MJT	105	0	0	0	105
98	Diré	Kirchamba	Gabomo	2	MJT	42	0	0	0	42
99	Diré	Kirchamba	Guaniyadjindé	2	MJT	42	0	0	0	42
100	Diré	Kirchamba	Goupe Illé	2	MJT	42	0	0	0	42
101	Diré	Tienkoure	Dougouradji	4	MJT	84	0	0	0	84
102	Diré	Tienkoure	Issafaye	4	MJT	84	0	0	0	84
103	Diré	Tienkoure	Kel Essouk	3	MJT	63	0	0	0	63
104	Diré	Tienkoure	Kel Tinakawat	3	MJT	63	0	0	0	63
105	Diré	Tienkoure	Yoné	2	MJT	42	0	0	0	42
106	Goundam	Douékiré	Dongoye	3	MJT	63	0	0	0	63
107	Goundam	Douékiré	Douékiré	3	MJT	63	0	0	0	63
108	Goundam	Douékiré	Katoua	1	MJT	21	0	0	0	21
109	Goundam	Douékiré	Niambourgou	3	MJT	63	0	0	0	63
110	Goundam	Kaneye	Kel Haoussa	4	MJT	84	0	0	0	84
111	Goundam	Kaneye	Njorichane	1	MJT	21	0	0	0	21
112	Goundam	Kaneye	Tissinsick	3	MJT	63	0	0	0	63

113	Goundam	Télé	Dendedjère	3	MJT	63	0	0	0	63
114	Goundam	Télé	Fatakara	6	MJT	126	0	0	0	126
115	Goundam	Télé	Hangabéra	3	MJT	63	0	0	0	63
116	Niafunké	Banikane	Bakou	8	MJT	168	0	0	0	168
117	Niafunké	Banikane	Banikane	4	MJT	84	0	0	0	84
118	Niafunké	Banikane	Gouhanbougou	2	MJT	42	0	0	0	42
119	Niafunké	Banikane	Guedjou Gourma	2	MJT	42	0	0	0	42
120	Niafunké	Banikane	Guindigatanari	7	MJT	147	0	0	0	147
121	Niafunké	Banikane	Hamakoira	2	MJT	42	0	0	0	42
122	Niafunké	Banikane	Kathi	1	MJT	21	0	0	0	21
123	Niafunké	Banikane	Madina	3	MJT	63	0	0	0	63
124	Diré	Arham	Arham	3	MJT	63	0	0	0	63
125	Diré	Arham	Barrou	3	MJT	63	0	0	0	63
126	Diré	Arham	Morikoïra	5	MJT	105	0	0	0	105
127	Diré	Bourem S.A	Farabangou	3	MJT	63	0	0	0	63
128	Diré	Diré	Akabane	6	MJT	126	0	0	0	126
129	Diré	Diré	Alwalidji	4	MJT	84	0	0	0	84
130	Diré	Diré	Bingatane	5	MJT	105	0	0	0	105
131	Diré	Diré	Gairama	9	MJT	189	0	0	0	189
132	Goundam	Douékiré	Douékiré	5	MJT	105	0	0	0	105
133	Goundam	Douékiré	Niambougou	5	MJT	105	0	0	0	105
134	Diré	Garba Koira	Soumsoumtahi	10	MJT	210	0	0	0	210
135	Diré	Gari	Douta	14	MJT	294	0	0	0	294
136	Goundam	Goundam	Haribanda	14	MJT	294	0	0	0	294
137	Diré	Haibongo	Algassouba	1	MJT	21	0	0	0	21
138	Diré	Haibongo	Minessingué	2	MJT	42	0	0	0	42
139	Diré	Kirchmaba	Bermeidjessé	2	MJT	42	0	0	0	42
140	Diré	Kirchmaba	Ganiadjindé	3	MJT	63	0	0	0	63
141	Diré	Kirchmaba	Koundar	5	MJT	105	0	0	0	105
142	Diré	Kondi	Kondi	13	MJT	273	0	0	0	273
143	Diré	Kondi	Fendou Keina	5	MJT	105	0	0	0	105
144	Diré	Tienkour	Sinem	3	MJT	63	0	0	0	63
<b>Total</b>				<b>450</b>		<b>8 852</b>	<b>283</b>	<b>284</b>	<b>31</b>	<b>9 450</b>

**Source :** insérer le tableau de la collecte des données de la mise en place des groupements

# Budget Projets réalisés 2022

Projets	Durée Exécution	Année	Montant CFA
PASP	12 mois	2022 - 2023	452.763.168
DEBO ALAFIA2	12 mois	Septembre 2021 - Fevrier 2022 ; Mai 2022 Octobre 2022	30.000.000
ProSar	24 mois	Octobre 2020 Septembre 2022	152.000.000
PEF-GS	12 mois	Janvier - Décembre 2022	154.245.000
MINUSMA	6 mois	Octobre 2021 - Avril 2022	58.000.000
PNEF	9 mois	Octobre 2021 - Juin 2022	17.001.750
UNICEF	15 mois	Avril 2021 Septembre 2022	232.850.724

## Perspectives

ARDIL est et reste une organisation soucieuse de contribuer à soulager les souffrances des plus vulnérables quelle que soit leur ethnie, race, religion et genre.

ARDIL est disposée à exporter ses expériences de trente (30) années d'exercice du développement tous azimuts.

## Recommandations

ARDIL doit poursuivre son perfectionnement en renforçant les capacités de son personnel et de son système.

## Conclusion

**ARDIL**  
Action Recherches pour le Développement  
des Initiatives Locales



# Annexes

ONG ARDIL  
ETATS FINANCIERS  
Exercice clos au 31 décembre 2022

Action Recherches pour le Développement  
des Initiatives Locales

## PYRAMIS

www.pyramis-ac.com

### **ATTESTATION DE CERTIFICATION**

L'Organisation Non Gouvernementale (ONG) dénommée « ACTION RECHERCHES POUR LE DEVELOPPEMENT DES INITIATIVES LOCALES (ARDIL) » domiciliée à Sareikaina, Tombouctou, nous a mandaté pour la certification de ses états financiers au titre de l'exercice 2022.

Les états financiers soumis à notre certification se caractérisent comme suit :

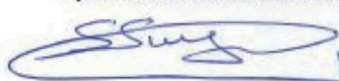
Total ressources	342 274 390 F CFA
Total emplois	151 136 864 F CFA
Solde de trésorerie	191 137 526 F CFA

Nos diligences ont été réalisées conformément aux normes professionnelles de l'Ordre National des Experts-Comptables et Comptables Agréés du Mali applicables à la mission de présentation de comptes qui ne constitue ni un audit ni un examen limité.

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'éléments remettant en cause la cohérence et la vraisemblance des états financiers pris dans leur ensemble.

Bamako, le 22 mars 2023

**Pyramis Audit & Conseil SARL**



**Seydou SANOGO**  
Associé  
Expert-Comptable Diplômé  
Commissaire aux comptes  
Inscrit au Tableau de l'ONECCA Mali



# Nos partenaires



Mise en œuvre par



Agencia Andaluza de Cooperación Internacional para el Desarrollo  
CONSEJERÍA DE IGUALDAD, POLÍTICAS SOCIALES Y CONCILIACIÓN

